

Désastre électoral en vue : François Hollande en plein sauve-qui-peut



Tous les gestes et actions du président de la République n'ont désormais qu'une seule ambition : la chasse aux voix, pour éviter la Bérézina qui menace le camp socialiste aux prochaines élections municipales.

Avec Michel
Garibal

A un mois du premier tour des élections municipales, c'est la mobilisation générale à l'Elysée pour éviter un désastre dans les urnes pronostiqué par les sondages. François Hollande fait donner toute la machinerie politicienne rodée pendant des années au sein du Parti socialiste et qui lui a permis de se hisser au sommet de l'Etat. **Tous ses gestes n'ont désormais qu'une seule ambition : la chasse aux voix, pour éviter la Bérézina qui menace.** Ainsi envoie-t-il des signaux aux jeunes par les réseaux sociaux pour les inciter à ne pas rester à l'écart de la consultation de la fin mars. De même, il fait l'éloge de la communauté musulmane qui lui avait apporté ses suffrages en 2012 et risque de se détacher de lui en raison des prises de position sur la famille et l'éducation. Par ailleurs, le Premier ministre a pris l'engagement par écrit de ne pas toucher à la situation financière des fonctionnaires. On pourrait multiplier les exemples dans tous les domaines : refus de changer le statut des intermittents du spectacle, soutien en faveur des chauffeurs de taxis, etc.

Mais là où François Hollande déploie sa stratégie ambiguë avec le plus grand machiavélisme, c'est bien à propos du chantier du pacte de responsabilité et des réformes de structure. Officiellement, tout se met en place à grands renforts de création de comités Théodule. En pratique, tout ce qui concerne les mesures concrètes susceptibles de générer des économies et de froisser certaines catégories de contribuables est mis à l'arrêt pour être reporté au-delà des élections. En revanche, on met l'accent sur la nécessité de connaître au plus vite les contreparties sur lesquelles doit s'engager le patronat, afin de bien ancrer dans l'opinion l'idée que le gouvernement n'a pas l'intention de faire des cadeaux aux riches. Et comme le pouvoir sait que les municipales ne sont que le premier volet d'une chaîne de consultations qui pourraient retarder encore un peu plus les réformes, il a pris discrètement langue avec Bruxelles dans l'espoir que l'Europe accorderait de nouveaux délais à notre pays pour se mettre en règle avec les engagements pris mais jamais respectés de réduire son endettement.

Il est vrai que l'on se montre discret en haut lieu sur **les dernières statistiques qui montrent que l'écart se creuse entre la France et ses voisins.** En février, l'activité du secteur privé a encore fléchi, revenant à son niveau le plus bas depuis neuf mois, alors qu'elle reprend partout ailleurs. L'an dernier, le nombre des faillites a connu un record depuis 2009. Les permis de construire déposés sont en retrait sensible sur 2013, alors que la construction de logements est en baisse régulière depuis deux ans. Par ailleurs, les impôts rentrent mal, alors que les dépenses publiques ne parviennent pas à se stabiliser. Conséquence : **le déficit pourrait atteindre cette année 4,3% du produit intérieur brut, ce qui commence à alerter les bailleurs de fonds internationaux.** Ainsi, les taux d'intérêt des emprunts à dix ans se redressent depuis quelques semaines. Pour l'instant, l'Elysée continue d'afficher sa doctrine de vivre dans l'instant comme si chaque journée passée était gagnée, alors qu'elle est au contraire un moment de plus perdu pour le redressement du pays, qui ne fera qu'alourdir la facture qui sera présentée un jour aux Français.